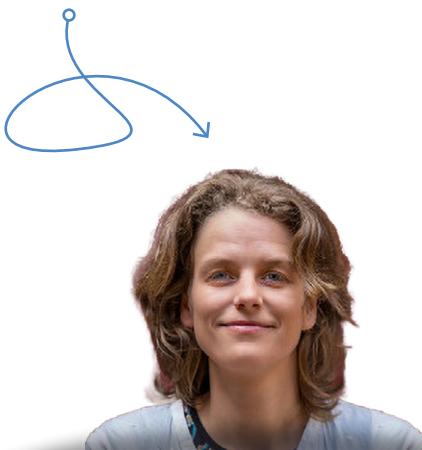


# Une décennie d'éthique en électronique

Le regard de Tessel Renzenbrink sur la société numérique



Priscilla Haring-Kuijpers  
(Pays-Bas)

Tessel Renzenbrink a rédigé pour *Elektor* des articles sur les implications sociétales des nouvelles technologies et de l'internet. Elle œuvre aujourd'hui au sein de la fondation *Netwerk Democratie*. Retour sur dix années de réflexions.

## Haring-Kuijpers : Comment avez-vous commencé ?

**Renzenbrink :** Un ami m'a signalé que le site *Tech the Future* recherchait un rédacteur chargé d'écrire sur « les répercussions de la technologie sur la société ». Au début mes articles portaient sur tous les sujets – des nouveaux matériaux à la biotechnologie – mais petit à petit j'ai réalisé que le plus intéressant était celui de l'internet. Je pensais, comme beaucoup d'autres, que l'internet pouvait apporter d'énormes changements, en particulier dans la répartition des pouvoirs.



*Tech the Future* m'a permis de débuter en tant que rédactrice indépendante, mais je n'étais pas très douée pour écrire vite. Ma préférence allait à l'approfondissement de sujets qui me tenaient à cœur,

et de ce point de vue *Elektor* m'a toujours laissé une grande liberté. L'internet a une grande influence sur tout, y compris l'électronique. *Tech the Future* était au départ une entité séparée. Son contenu a ensuite été incorporé à l'infolettre hebdomadaire d'*Elektor*, puis Don Akkermans, le PDG d'*Elektor*, a décidé d'en faire une rubrique à part entière dans les pages du magazine. Je pense que Don a été l'un des premiers à réfléchir pleinement sur les effets de la technologie, un sujet qui accapare plus d'attention aujourd'hui et dont *Elektor* traite la facette électronique. *Elektor* a d'ailleurs lancé en 2021 le forum WEEF (World Ethical Electronics Forum) en collaboration avec Elektronik Praxis [1].

## Haring-Kuijpers : Quels ont été les moments les plus marquants de la décennie passée ?

**Renzenbrink :** Je me souviens particulièrement bien de l'année 2012 et des protestations que soulevèrent deux projets de loi déposés à la Chambre des représentants des États-Unis : le *Stop Online Privacy Act* et le *Protect IP Act*. Tous deux menaçaient la libre circulation de l'information sur l'internet, mais malgré une forte opposition en ligne aucun média traditionnel n'en parla. Du moins jusqu'au 18 janvier, lorsque des

milliers de sites web, dont *Tech the Future*, baissèrent leur rideau virtuel en signe de protestation. Ce « black-out » attira enfin l'attention des médias, et par ricochet celle des législateurs, qui finalement votèrent « No » contre ces deux projets de loi.

Je reste nostalgique de cette époque où aucun combat plus grand ne semblait nous attendre. Et puis, en 2013, le lanceur d'alerte Edward Snowden révéla au monde entier que l'internet était devenu un outil de surveillance massive. À peu près à la même époque est apparu l'Internet des Objets [2], laissant entrer dans nos maisons des dispositifs farcis de failles de sécurité et de fuites de données personnelles, autrement dit apportant avec eux tous les risques du monde numérique. Les possibilités offertes par l'internet, notamment la redistribution des pouvoirs, m'avaient rendu optimiste. Après Snowden, je me suis surtout intéressée aux risques.

L'affaire Snowden a entraîné une prise de conscience collective sur les conséquences négatives du numérique, mais je crois que le vrai réveil a eu lieu en 2018 avec le scandale Cambridge Analytica. Cette société utilisait les données de Facebook pour cibler certaines personnes et influencer leur vote sur le référendum du Brexit et sur les élections américaines de 2016. On s'efforce aujourd'hui de réduire les aspects négatifs des technologies numériques. L'Union européenne a ainsi adopté récemment les projets de loi DSA (Digital Services Act) et DMA (Digital Markets Act) afin de mieux contrôler les géants du numérique. Au niveau local, j'ai également constaté que l'optimisme bâti des débuts avait laissé place à un regard plus critique. Il y a quelques années, Amsterdam voulait devenir une « smart city » et était soutenue



(Source: Ehimentalor Akhere Unuabona, Upsplash)

nue en cela par des grandes entreprises promettant plus d'égalité sociale, plus de « durable » et plus d'efficacité grâce à leurs solutions technologiques. Plusieurs initiatives y ont opposé les « citoyens intelligents », des habitants auxquels on demande ce qu'ils attendent de leur ville au lieu de mettre en place des solutions techniques avant même de savoir s'il y a des problèmes à résoudre. Amsterdam se veut aujourd'hui une « digital city », un concept tout à fait différent. Elle a à cet effet rejoint la *Cities Coalition for Digital Rights*, une alliance dont font partie des villes comme New York et Barcelone, et dont l'objectif est de s'opposer à l'influence des géants du numérique sur la sphère locale [3].

#### Haring-Kuipers : Que faites-vous actuellement ?

**Renzenbrink :** Je suis, depuis un an et demi, codirectrice de *Netwerk Democratie* [4], une fondation qui promeut une démocratie robuste au sein d'une société numérique. Passer de la réflexion écrite à la mise en œuvre de solutions pratiques a été très intéressant. Depuis sa création en 2011, la fondation explore les outils numériques favorisant la démocratie, par exemple ceux pouvant apporter aux citoyens plus de pouvoir de décision, ou ceux susceptibles de rendre les gouvernements plus transparents. La démocratisation de la technologie fait aussi partie de



nos objectifs depuis 2021. Le numérique a eu un impact considérable sur la société, mais son développement vient souvent de grandes entreprises et de gouvernements, sans consultation démocratique. Nous

soutenons qu'il est nécessaire et possible d'appliquer des processus démocratiques pour décider ensemble de l'avenir de notre société numérique.

Récemment nous avons mis en place un labo d'intelligence artificielle afin de développer un algorithme qui pourrait être utilisé dans les rues d'Amsterdam. Nous avons demandé à des habitants quels côtés positifs et négatifs ils trouvaient à cet algorithme, s'ils souhaitaient qu'il soit appliqué dans leur ville et, si oui, avec quelles mesures de protection. Leurs réponses intéressent les développeurs, et les habitants apprécieront d'avoir un mot à dire quant à l'application d'une technologie pouvant un jour influencer leur quotidien. Je n'ai pas rédigé d'article de fond depuis un moment, et cela me manque. Écrire est un bon moyen de rester informé et de prendre le temps d'approfondir un sujet. Un projet d'écriture est d'ailleurs en gestation au sein de la fondation. ↗

220303-04

## Forum mondial de l'électronique éthique 2022

En novembre 2021, Elektor a lancé à Munich le World Ethical Electronics Forum (WEEF) avec pour objectif d'ouvrir un débat public sur l'éthique et les objectifs de développement durable. Parmi les intervenants figuraient, outre les ingénieurs et rédacteurs d'Elektor : Stefan Heinemann (Professeur d'éthique commerciale à l'école de commerce



FOM), Paula Palade (PhD, Jaguar Land Rover), Margot Cooijmans (Directrice, Philips Foundation), ainsi que plusieurs autres spécialistes des questions d'éthique, dont Priscilla Haring-Kuipers. Pour en savoir plus sur le WEEF et l'édition de novembre 2022, visitez la page [www.elektormagazine.com/weef](http://www.elektormagazine.com/weef).

## LIENS

- [1] WEEF : priorité au développement durable, pas seulement aux profits, Elektor, juillet 2021 : [www.elektormagazine.fr/news/world-ethical-electronics-forum-priorite-au-developpement-durable-et-pas-seulement-aux-profits](http://www.elektormagazine.fr/news/world-ethical-electronics-forum-priorite-au-developpement-durable-et-pas-seulement-aux-profits)
- [2] L'internet des objets, T. Renzenbrink, Elektor, décembre 2012 : [www.elektormagazine.fr/magazine/elektor-201212/12267](http://www.elektormagazine.fr/magazine/elektor-201212/12267)
- [3] Cities Coalition for Digital Rights : <https://citiesfordigitalrights.org/>
- [4] Netwerk Democratie : <https://netdem.nl/en/>